



## The Intergovernmental Forum on Mining, Minerals, Metals and Sustainable Development

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 19 septembre 2007, le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable a mis fin à son assemblée générale annuelle de trois jours au Palais des Nations à Genève, en Suisse, qui s'est tenue sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi (Ph.D.), a prononcé le discours d'ouverture et fait observer que « le secteur des minéraux peut grandement contribuer à l'expansion économique des pays et à la réduction de la pauvreté ». Depuis l'an dernier, divers membres du Forum ont dit avoir instauré des politiques et des pratiques minières du fait de leur appartenance au Forum.

Cette année, les délégués ont discuté des politiques et pratiques adoptées par les gouvernements et l'industrie afin d'optimiser les retombées de l'exploitation minière aussi bien à l'échelle locale que nationale. Ils ont fait valoir les possibilités de transformation en aval et la contribution des entreprises qui proposent des services, de l'équipement et des fournitures pour assurer le bon fonctionnement des installations minières. Ils ont aussi souligné la contribution de l'industrie minière à la construction d'infrastructures locales, comme les écoles et les hôpitaux, particulièrement dans les régions éloignées où se pratiquent normalement les activités minières. Ils ont toutefois souligné que les entreprises doivent respecter les circonstances, le cadre juridique, la culture, les valeurs, l'histoire, les besoins et les structures institutionnelles du pays hôte. Les participants ont débattu des façons de promouvoir la compréhension mutuelle et la participation des communautés aux projets miniers ainsi que de l'importance de comparer les résultats obtenus avec les engagements pris.

Notant qu'à moyen terme la demande en minéraux va probablement largement excéder l'offre, les participants ont recommandé que les organismes intergouvernementaux, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), notamment, revoient leurs priorités et accordent plus d'incitatifs pour appuyer les relevés géologiques et les activités d'exploration, particulièrement dans les pays en développement. Les délégués ont cependant insisté pour que l'exploration et les activités minières subséquentes se traduisent par des avantages socioéconomiques à long terme supérieurs aux coûts sociétaux qu'elles engendrent. Selon eux, il faudra pour cela que les entreprises adhèrent à de strictes règles de responsabilité sociale. De plus, les organismes intergouvernementaux et les pays industrialisés qui les appuient devraient instaurer des politiques et des programmes qui favorisent le renforcement des capacités et la création d'industries en amont et en aval liées à l'exploitation minière. Enfin, les participants ont constaté que le relèvement du niveau de vie passe par l'amélioration des relations des entreprises avec les collectivités et le partage avec ces dernières des retombées nationales.

Les membres du Forum ont décidé de commencer à évaluer les progrès réalisés dans leur pays respectif pour appliquer des pratiques d'exploitation minière durable. Ils se baseront pour ce faire sur les priorités énoncées dans le Plan de mise en œuvre accepté lors du Sommet mondial sur le développement durable organisé par les Nations Unies à Johannesburg en 2002. Les gouvernements membres pourront ainsi contribuer efficacement aux sessions des Nations Unies qui doivent avoir lieu en 2010 et en 2011, à l'ordre du jour desquelles l'exploitation minière figurera en bonne place. Cette décision témoigne de la place qu'occupent maintenant les matières premières dans l'équation du développement durable.



Les membres ont également discuté de l'accès au marché et se sont dits particulièrement préoccupés que certains pays invoquent des réglementations environnementales ou sanitaires pour dresser des barrières injustifiées ou inutiles au commerce des minéraux, des métaux ou de leurs produits en aval.

Les membres du Forum ont convenu de mettre à l'ordre du jour de leur prochaine assemblée les régimes fiscaux et le rôle que ceux-ci jouent dans les décisions d'investissement, le partage des revenus, les fermetures de mines et les mines abandonnées. La bonne gouvernance ainsi que la production et l'optimisation des retombées locales et nationales découlant des ressources minérales demeurent le principal centre d'intérêt du Forum.

Cette année, le Forum a accueilli deux nouveaux membres, l'Inde et le Botswana, qui viennent s'ajouter aux 36 gouvernements nationaux qui en faisaient déjà partie, soit l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Burkina Faso, le Burundi, le Canada, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, la Jamaïque, le Kazakhstan, le Kenya, le Kirghizistan, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Mexique, la Mongolie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, les Philippines, la République de Guinée, la République dominicaine, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Russie, le Sénégal, le Suriname, le Swaziland, la Tanzanie, l'Uruguay et la Zambie. La Commission européenne, l'Allemagne, et des organismes multilatéraux, (la CNUCED, le département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation internationale du Travail, la Banque mondiale et les groupes d'étude sur les métaux) ont assisté au forum à titre d'observateurs.

Le Forum a souligné le soutien financier de divers donateurs, c'est-à-dire le ministère du Développement international du Royaume-Uni, Ressources naturelles Canada, le ministère du Développement économique de l'Allemagne, le département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, et Affaires étrangères et Commerce international Canada.

Établi en 2005 à la suite d'une proposition faite lors du Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2002, le Forum a élu un nouveau comité exécutif.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Gary Nash,  
Sous-ministre adjoint et conseiller principal  
Affaires étrangères et Commerce  
international Canada  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G2  
Tél. : 613-943-0912  
Courriel : [gary.nash@international.gc.ca](mailto:gary.nash@international.gc.ca)

Olle Ostensson  
Chef, Diversification et  
Ressources naturelles dans le  
Service des produits de base  
CNUCED  
Suisse  
Tél. : 41 22 917-57 61  
Courriel : [Olle.Ostensson@unctad.org](mailto:Olle.Ostensson@unctad.org)

Courriel: [abourass@nrcan.gc.ca](mailto:abourass@nrcan.gc.ca)  
Ressources naturelles Canada, 10<sup>ème</sup> étage,  
580 rue Booth, Ottawa, Ontario K1A 0E4